Samedi 20 et dimanche 21 mai 1978 No 891

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

AU SOMMAIRE

La direction du PCF sur des charbons ardents . . . . . .page 3

Dossier : l'Argentine avant le coup d'État de Videla (Interview d'un syndicaliste argentin) . .page 7

URSS : sept ans de camp de travail pour le physicien Orlov . . . . . .page 8

Editorial

Souscrire et faire souscrire pour contribuer a la bataille politique

Souvenez-vous amis, lecteurs et camarades, quelles difficultés il a fallu surmonter pour que la souscription de 1977 atteigne son objectif financier, chiffré à 60 millions, et nous permette ensuite de sortir une quotidien sur huit pages.

Avec l'aide de tous nos lecteurs et correspondants, notre journal a alors efficacement contribué à la bataille politique que nous avons menée à l'occasion des élections. Expliquant nos positions de la façon la plus vivante possible, avec un véritable « Tour de France » de la bataille menée dans différentes régions, notre presse a constitué une arme, tant pour les activités militantes que pour toutes les discussions variées que peuvent avoir nos lecteurs.

Actuellement, la situation est également très favorable pour continuer la bataille contre le gouvernement Giscard-Barre, unir les travailleurs dans cette lutte, les aider à sortir de l'impasse des partis de gauche et à faire le pas qui les amènera à s'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Notre presse ne constitue-t-elle pas, là encore, une arme irremplaçable pour répondre aux questions que se posent de nombreux travailleurs après les élections, pour expliquer, convaincre, montrer quelle stratégie peut, seule, répondre aux exigences de la situation actuelle.

Voilà pourquoi la bataille financière s'avère plus que jamais indispensable pour remporter la bataille politique, d'autant que cette année, c'est le montant jamais atteint de 100 millions qu'il nous faut réunir. C'est pour faciliter cette bataille et permettre de la lier plus aisément à l'activité quotidienne que nous avons entrepris à nouveau cette année une souscription permanente.

De petites sommes fractionnées dans le temps, recueillies auprès des travailleurs que vous côtoyez tous les jours et auxquels vous faites lire notre presse, au cours de souscriptions de masse et aussi à l'occasion de chaque réunion, représentent finalement moins d'efforts. Elles nous permettent aussi, si elles sont envoyées régulièrement, de régler au fur et à mesure nos fournisseurs au lieu d'être oblitgs de tirer encore une fois la sonnette d'alarme en fin d'année et de demander à tous nos lecteurs de lourds sacrifices.

Certains lecteurs se sont déjà engagés à nous envoyer régulièrement de petites sommes et de nombreuses organisations de base des communistes marxistes-léninistes de France nous ont fait savoir qu'elles avaient prévu des plans de souscription à cet effet.

Nous ferons apparaitre, dès que possible, par ville et département, les sommes reçues afin que nos lecteurs puissent suivre de plus près le déroulement de cette bataille financière à laquelle ils participent.

Jean NESTOR

INTERVENTION FRANCO-BELGE AU ZAIRE

Après l'attaque contre la ville minière de Kolwezi au Zaire par les ex-gendarmes katangais une opération militaire occidentale montée par la France et la Belgique principalement, avec l'appui logistique des États-Unis a été organisée. Le but selon les pays occidentaux en cause est « *le sauvetage des 2 700 étrangers bloqués dans la région de Kolwezi* » et ensuite d'apporter un soutien militaire au régime du Zaire.

Un contingent belge de 1 750 hommes de troupes est parti au milieu de la journée de jeudi avec tout son matériel.

Un millier de légionnaires du 2e Régiment étranger de parachutistes stationné à Calvi a quitté la Corse jeudi matin à destination du Zaire. Un premier contingent de 142 de ces parachutistes est débarqué à Kinshasa capitale du Zaire à 22 h 30 jeudi en tenue de combat. 700 à 800 autres parachutistes sont arrivés dans la nuit.

Toutes les forces étrangères occidentales ont été regroupées à Kinshasa en vue de l'opération militaire.

Les États-Unis eux apportent un soutien logistique à cette opération. Ils vont acheminer des pièces détachées d'avions, du carburant, du matériel de transmission et des médicaments.

(Suite page 8)

Paris : 20 000 hospitaliers - 3 000 machinistes RATP dans la rue

Une bonne réponse aux plans Giscard-Barre

Prés de 20 000 travailleurs et travailleuses de la santé (dont 5 000 venus de province : Bretagne, Midi-Pyrénées, Centre...) ont manifesté jeudi à Paris et se sont rassemblés place Fontenoy, devant le ministére de la Santé. Une délégation reçue n'a obtenu aucun engagement si ce n'est que Mme Veil était prête à la recevoir... avant les vacances !

Les revendications portent, on le sait, sur les effectifs, une prime (les 13 h), le temps de travail, etc. et font l'objet d'un mouvement de gréve touchant de nombreux hôpitaux.

Parmi les plus remarqués dans le puissant cortége : Saint-Anne, La Timone (Marseille), Romorentin , en gréve depuis février.

Au méme moment, une manifestation trés combative des machinistes RATP franchissait la Seine, se rendait de l'Hôtel de Ville au quai des Grands Augustins devant le siège de la RATP. «*Une semaine déjà, nous revoilà* » disaient les machinistes. Mais ils étaient plus nombreux (3 000 environ) que mardi dernier. Ils ont bloqué toute la circulation, non sans avoir d'abord à convaincre quelques responsables, plutôt enclins à s'entendre avec la police, et qui finirent, à l'approche de midi, par faire dégager une partie de la chaussée.

La gréve était suivie à plus de 75 % et l'on attendait les résultats de la consultation sur les formes de lutte pour poursuivre. On attendait beaucoup moins de la direction qui a encore une fois répondu par la négative.

(Suite page 3)

Manifestation des grévistes de la RATP.

Faire échec à l'URSS

Communiqué de presse des Communistes marxistes-léninistes du Zaïre

(Extraits)

« ... Notre peuple aspire à un Zaïre complètement indépendant, à un Zaïre démocratique et prospère. Est-ce à dire que notre peuple est disposé à accepter le joug de l'impérialisme russe et ses laquais cubains et consorts ? Non ! Notre peuple n'est pas dupe et il ne se laissera pas berner par la propagande démagogique de ceux qui, en spéculant sur ses aspirations légitimes, n'ont d'autres objectifs que de satisfaire leur propre ambition, et cela, au service des intérêts de l'URSS.

» Les communistes marxistes-léninistes du Zaïre appellent les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants et toutes les personnalités patriotiques et démocratiques de notre pays, tout notre peuple, sans aucune distinction sociale, ethnique ou religieuse, à s'unir comme un seul homme, à continuer le combat contre les envahisseurs, et cela, en vue de liquider complètement l'impérialisme dans notre pays et édifier un Zaïre libre, démocratique et prospère.

» Depuis leur défaite, l'an dernier, Moscou et ses larbins, comme nous n'avons cessé de l'affirmer, n'ont pas renoncé à asservir notre pays. En Angola et ailleurs, ses mercenaires continuaient leurs préparatifs militaires, politiques et diplomatiques afin de lancer, le moment propice, une attaque d'envergure dans la région aussi vitale pour le pays que le Shaba, en accréditant leur vieille thèse d'un " soulèvement populaire ".

» Qu'en est-il en réalité ? La réalité est que notre pays dispose de ressources stratégiques importantes ; de plus, il a une frontière commune avec de nombreux pays africains. Pays charnière entre l'Afrique australe et l'Afrique centrale, il constitue pour l'URSS une base de choix pour accélérer sa pénétration en Afrique en étendant son influence de l'Afrique australe à la corne de l'Afrique en passant par le Zaïre et toute l'Afrique centrale : pour asphyxier ainsi l'Europe et isoler les États-Unis. Car, ne l'oublions pas, de par ses ressources stratégiques et de par sa position géographique (ligne d'approvisionnement de l'Occident : océan Indien par la mer Rouge d'une part, et par le cap de Bonne Espérance, océan Atlantique d'autre part), l'Afrique occupe une position importante par rapport à l'Europe, objet clé de sa rivalité avec les États-Unis.

» Les guerres qu'elle allume en Angola, au Zaïre l'an dernier, dans la corne de l'Afrique, et de nouveau aujourd'hui au Zaïre, ne sont que des guerres « périphériques » dans sa rivalité avec les États-Unis pour dominer l'Europe et le monde. Les nouveaux tsars russes suivent ainsi le même chemin que les fascistes hitlériens, chemin qui conduit à la guerre mondiale.

» Avec le Zaïre, c'est un pas de plus franchi dans ce sens. Par conséquent, afin de combattre le danger de guerre, dont le principal foyer est l'URSS, nous appelons tous les gens de bonne volonté, tous les pays épris de paix et de justice, à soutenir la résistance héroïque de notre peuple contre l'agression étrangère. La lutte résolue menée par le front uni international a puissamment contribué à la victoire du Zaïre, en mars 1977, contre le complot russe. Il faut agir de même aujourd'hui. En faisant échec à l'Union soviétique dans chaque guerre particulière, on désorganise son plan de guerre mondiale... ».

• Corne de l'Afrique

L'offensive contre l'Erythrée piétine

De violents combats continuent à se développer dans la région d'Asmara, principale ville de l'Érythrée. Le port de Massawa est également bombardé par la flotte éthiopienne. La situation dans la corne de l'Afrique connait ainsi un regain de tension, plus de deux mois après la fin des combats en Ogaden et le retrait des troupes somaliennes de cette région. Mais l'URSS et ses mercenaires cubains, eux, sont toujours présents dans la corne de l'Afrique et participent massivement à l'offensive éthiopienne déclenchée contre l'Érythrée tout en tenant des propos menaçants à l'égard de la Somalie.

Mais l'offensive éthiopienne, soutenue par l'URSS et Cuba, ne semble pas se dérouler sans difficulté. Elle est encore limitée pour l'instant à des bombardements et à des tentatives, jusqu'ici infructueuses, des troupes éthiopiennes assiégées dans Asmara, pour briser leur isolement.

Selon un porte-parole du Front populaire de libération de l'Érythrée, plus de 3 500 soldats cubains stationneraient actuellement dans les villes contrôlées par les troupes éthiopiennes dont l'effectif s'élèverait actuellement à 115 000 hommes. L'appui logistique soviétique devenant de plus en plus massif.

UN TERRAIN PEU FAVORABLE

La saison des pluies qui commencera en juillet en Érythrée rendra pratiquement impossible tout soutien aérien pour les troupes au sol, handicapées sur un terrain qu'elles connaissent mal, face aux maquisards érythréens qui luttent depuis 17 ans contre le régime d'Addis-Abéba et contrôlent maintenant 90 % du territoire érythréen.

Montagneux, accidenté, recouvert d'une végétation d'épineux, le terrain se prête par ailleurs mal, contrairement à l'Ogaden, aux grandes manœuvres classiques et au déploiement de blindés. Par contre, il est tout à fait adéquat à la guérilla.

Enfin, les combats ne semblent pas avoir cessé en Ogaden, gênant aussi l'offensive déclenchée contre l'Érythrée. Tout ne va donc pas pour le mieux pour Moscou et La Havane qui attisent ce conflit.

CUBA CONTESTÉ

Le représentant somalien à l'ONU a de nouveau remis en cause l'appartenance de Cuba au mouvement des non-alignés en raison de ses agressions militaires en Afrique. Dans une lettre adressée à toutes les délégations à l'ONU des pays non-alignés, il déclare : « *Le moment est venu de se demander comment un État qui est subordonné de façon aussi évidente à l'Union soviétique et qui nourrit un tel mépris pour les principes du non-alignement peut rester membre du groupe des États non-alignés. Il est maintenant bien connu que ce pays dépourvu d'industrie de guerre qu'est Cuba est devenu l'instrument militaire nécessaire de l'URSS et l'exécutant fidèle de ses desseins mondiaux* ».

Les combattants du Front populaire de libération de l'Érythrée.

94 morts dans un village du Zimbabwé

Les racistes rhodésiens n'en sont plus à un massacre près !

L'armée du raciste Ian Smith vient de perpétrer un nouveau massacre de civils africains au Zimbabwe, probablement dans la région de Gutu, près de la ville de Fort Victoria dans le centre du pays.

Des témoins de ce nouveau massacre ont réfuté la version des faits présentée par le pouvoir raciste. Celui-ci prétend que « *les forces de sécurité rhodésiennes* » ont ouvert le feu sur un combattant africain qui prenait la parole au cours d'un meeting dans un village et que d'autres guérilleros auraient répliqué en tirant à travers la foule, atteignant des civils.

Mais selon plusieurs témoins, un seul guérillero était visible au moment de l'accrochage ; lorsqu'il a commencé son discours, des coups de feu et des grenades ont brusquement éclaté, mettant toute la place du village en feu. 94 cadavres ont été relevés le lendemain matin. Il s'agissait en majorité d'enfants de 12 à 15 ans.

Un collaborateur du fantoche Sithole dont trois neveux ont été tués dans la fusillade a clairement affirmé que la responsabilité de cette tuerie revient aux autorités racistes de Salisbury.

Coup d'Etat militaire à Saint-Domingue

Mardi, à Saint-Domingue, se sont déroulées des élections présidentielles. Ballanguer, président depuis 1965, date à laquelle il a été mis au pouvoir par l'impérialisme américain, avait pour principal rival le représentant du PRD (Parti révolutionnaire dominicain), parti d'opposition social-démocrate.

C'est mercredi matin, alors que se déroulait le dépouillement des suffrages, qu'a eu lieu le coup d'État.

Les résultats partiels assuraient une écrasante victoire du PRD. C'est alors que les locaux électoraux ont été pris d'assaut par les Forces armées et la Police nationale. Des scrutateurs ont été tués, le dépouillement a été interrompu.

Après avoir pris la situation en main, les Forces armées ont imposé la censure : aucune information ne pouvait plus filtrer.

Mercredi soir, le Comité électoral a déclaré que le décompte des voix allait se poursuivre mais sans préciser la date. Pendant ce temps, l'armée occupe toujours, et c'est maintenant sous son contrôle que le dépouillement se poursuivra avec toute possibilité de fraude.

Le Comité « Santo Domingo en lutte » a manifesté, jeudi matin, devant l'ambassade de Saint-Domingue à Paris contre ce coup d'État militaire.

Les manifestants ont pu rencontrer l'ambassadeur qui leur a fait part de sa désapprobation face à ce coup d'État et a qualifié l'action des militaires de monstrueuse.

Ensuite, les manifestants ont occupé (et occupent toujours) l'ambassade. Ils appellent tous les révolutionnaires à prendre contact sur place et à se solidariser avec eux.

La direction du PCF sur des charbons ardents

La contestation interne grandit

Pour la deuxième fois au moins, l'« Humanité » consacre un texte de réponse à ceux qui lui reprochent d'abandonner la politique d'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière telle que l'a définie le 22e congrès.

« ... *Il convient de comprendre la phrase du rapport* (de Marchais au dernier Comité central) *selon laquelle " il est vrai que c'est plus facile de monologuer derrière un bureau et de rédiger à l'abri de toute contestation de ses camarades des articles péremptoires qui trouveront facilement preneur ". Cette phrase, comme le confirme son contexte, ne concerne ni les intellectuels, ni le travail intellectuel* » écrit Jacques Chambaz.

Les intellectuels, comme Althusser, jugeront de la validité ou non de ce raisonnement. Une chose est certaine tout au moins : la direction du PCF, à l'heure actuelle, n'est pas seulement confrontée à la contestation des intellectuels du PCF mais de milliers de militants de toutes origines sociales, même si ceux que l'on entend le plus dans les grands moyens d'information sont quelques intellectuels.

La question de fond n'est donc pas dans la contradiction (qui existe par ailleurs) entre les intellectuels du PCF et les ouvriers de ce même parti. Elle est entre la direction dont la ligne est contestée et ceux, divers, qui la contestent.

En ce sens, le texte de Chambaz a deux petites phrases intéressantes : « *Conclure, comme nous le faisons, que nous ne portons aucune responsabilité dans l'échec, ne signifie pas davantage que notre activité ait été sans défaut. Cela signifie que nous n'avons commis aucune erreur qui relève d'un abandon de la stratégie du 22e congrès ou qui ait été susceptible d'en contrecarrer le succès* ». Et la seconde : « *Le 23e congrès décidera des améliorations à apporter au centralisme démocratique* ».

Rien de radicalement nouveau, certes. De toute façon, il serait vain d'attendre un changement radical de position de la part de la direction du PCF. Mais deux précisions qui sont deux modérations, deux ouvertures même, par rapport à l'intransigeance du lendemain du 19 mars.

La raison en est que la contestation interne grandit et s'approfondit et que les dirigeants du PCF sont sur les charbons ardents.

Barre serait-il contre le patronat ?

Raymond Barre serait-il contre le grand patronat français ? On pourrait presque se poser la question au lendemain de son interview télévisée de mercredi.

Barre a, par exemple, repris l'idée de Monory, ministre de l'Économie : le gouvernement n'aidera pas Boussac à se relever parce que l'entreprise a eu trop d'aides déjà et n'a pas su s'en servir. Il a même parlé de mauvaise gestion de Boussac dont seraient victimes les travailleurs.

Barre prendrait-il la défense des travailleurs contre leur patron ? Il n'en est rien, bien sûr. Le fait est que la politique bourgeoise connait parfois des méandres. Si le gouvernement est bien au service des monopoles, il n'est pas au service de tous les monopole de la même manière.

Pour aider l'ensemble des monopoles à se développer et à augmenter leurs profits, le gouvernement a décidé d'aider les secteurs de pointe, les plus compétitifs sur le marché international, et de laisser mourir ceux qui ne tiennent pas face à la concurrence. Le textile de Boussac fait partie de la seconde catégorie.

De plus, il semblerait bien que Boussac soit lié au groupe gaulliste de la majorité, au RPR de Chirac, plus qu'au groupe giscardien qui tient aujourd'hui les rênes du pouvoir. On retrouve le même fait : si le gouvernement défend globalement l'ensemble des monopoles, il a ses préférences.

Toutefois, au-delà de ces rivalités pourtant réelles, la solidarité joue dans les milieux monopolistes. C'est ainsi que l'on parle d'une combine passée en secret entre Boussac et le gouvernement à propos du journal l'« Aurore ».

Boussac possède l'« Aurore », mais doit s'en séparer pour des raisons financières et politiques. Le gouvernement voudrait bien voir ce journal quitter les mains du pro-RPR Boussac. Mais l'astuce consisterait à laisser à Boussac le bénéfice des capitaux qu'il a investis dans l'« Aurore »... pour qu'il ne perde pas trop, tout de même.

Il n'en va, bien sûr, pas ainsi pour les travailleurs. Il est facile pour Barre de se dire le défenseur de leurs intérêts. Trop facile même quand on sait que la fermeture de Boussac amènera automatiquement des milliers de licenciements ou de déplacements de travailleurs vers d'autres régions.

Au-delà de ses choix du moment ou de ses préférences, le gouvernement Giscard-Barre reste bien le gouvernement des monopoles.

Le patron des patrons interpelle le gouvernement

« *Quand on veut faire des choses importantes, il vaut mieux le dire clairement et le faire vite* » **a déclaré le président du CNPF à propos de la politique économique que met en place le troisième plan Barre.**

Si Ceyrac interpelle ainsi ur un ton un peu rude le remier ministre, c'est pour raison suivante : « *Sur le ont social, l'automne sera eut-être difficile. Mais c'est urtout le printemps 1979 ui risque d'être chaud* » dit-

C'est dire que Ceyrac se ent relativement à l'aise après victoire de la droite aux lections et la déception que ela a entraîné chez bien des lecteurs de gauche. Cette situation permet au gouverement de mettre en place ne politique antipopulaire de açon évidente. La liberté des rix n'en est qu'un aspect.

Mais Ceyrac sait bien aussi ue la riposte de la classe ouvrière surgira un jour ou l'autre, comme l'annoncent déjà les luttes de Boussac ou de Terrin, de la RATP ou de l'Alsthom.

Voilà pourquoi Ceyrac voudrait que Barre accélère le train de mesures favorables aux monopoles que le gouvernement vient de décider.

Il propose, par exemple, que la liberté des prix soit immédiate et non pas en trois vagues comme prévu initialement.

Une fois de plus, on peut voir que c'est bien le grand patronat monopoliste qui dicte sa politique au gouvernement. Barre, tout Premier ministre qu'il est, n'est finalement qu'un serviteur des grands monopoles.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Profession . . . . . .

20 000 hospitaliers, 3 000 machinistes RATP dans la rue

Une bonne réponse aux plans Giscard-Barre

(Suite de la page une)

A l'annonce de ce résultat, complété par une proposition de la direction de discuter les 20 et 21 juin, un mot d'ordre d'occupation du siège fut lancé, largement repris et mis à exécution par une trentaine de machinistes, militants CGT ou CFDT. Le service d'ordre CGT intervenait encore et empêchait une occupation plus massive : l'occupation cessa donc après une demi-heure.

On apprenait en fin de journée que les syndicats appelaient ensemble à « une heure par jour en début de poste » à partir de lundi, mode d'action que bien des machinistes considérent (à juste titre) comme inefficace. Est-ce bien le résultat de la consultation ? Il semblait plutôt, au contraire, que, parmi ceux qui voulaient continuer la lutte, les partisans de la grève tournante par secteur et de formes encore plus dures (24 h reconductibles) étaient les plus nombreux.

Comme on le voit, la combativité des travailleurs est en hausse, mais côté directions syndicales, on se bat plutôt... pour freiner le mouvement.

De ce point de vue, celle de la CGT tenait, jeudi, ... le haut du pavé !

Manifestation des hospitaliers.

Pour les hospitaliers, comme pour les machinistes, les manifestations de jeudi témoignent en tout cas d'une volonté renforcée des travailleurs de s'opposer fermement à la politique antiouvrière de Giscard-Barre et de lutter même durement pour leurs revendications avec la conscience, toutefois, de la difficulté dans la situation actuelle où le gouvernement se sent en position de force.

• Montpellier

GREVE MAINTENUE A LA «COLOMBIERE»

Mercredi après-midi, en réponse à l'occupation du hall des locaux administratifs par les grévistes de « La Colombière », trois cars de flics ont envahi l'hôpital.

C'est devant la détermination des grévistes qu'ils ont dû quitter l'hôpital et non grâce à l'intervention du conseiller municipal PCF, M. Bonnet, comme le prétend « La Marseillaise » du 18 mai.

La direction, qui refusait jusqu'ici de négocier selon les modalités décidées par les grévistes, a finalement accepté une délégation de 12 travailleurs (6 par syndicats). Elle a accordé la suppression des pointeuses, mais repoussé toutes les autres revendications. Les travailleurs ont reconduit leur mouvement.

Hier école privée de La Roque,
auourd'hui lycée d'Etat de La Roque

Et toujours le même problème de l'emploi

Les enseignants-grévistes de La Roque (Rodez) poursuivent leur lutte et la popularisent.

Vendredi dernier, défilé de voitures dans Rodez (banderoles, embouteillages, distribution de tracts...) ; samedi, distribution de tracts à l'un des grands carrefours de Rodez.

Vendredi 19 mai est prévue, à Rodez, une soirée de soutien avec un groupe théâtral (racontant une grande grève à Millau), suivie de discussions.

D'autre part, les élèves, après la rencontre qu'ils ont eue avec les grévistes, jeudi 12 mai, font circuler une motion de soutien qu'ils sont signée dans leur grande majorité.

La détermination est grande et les grévistes veulent gagner. Pour eux, c'est ça ou la mise à la porte puisqu'on leur a dit qu'il y aurait licenciement d'un certain nombre d'auxiliaires au niveau national (chez eux, il y a vingt auxiliaires sur vingt-deux enseignants).

Encore une fois, le pouvoir se révèle pour ce qu'il est : utiliser les travailleurs quand il en a besoin et les renvoyer au chômage quand ils ne sont plus utiles – l'an dernier, 70 % de ceux qui sont partis sont encore au chômage.

A La Roque, les enseignants auxiliaires-bouche-trous sous-payés ont dit non et ont décidé de créer le rapport de force qui, seul, peut faire reculer le pouvoir. Et cela en a surpris plus d'un.

Pour mieux diviser les gens, le pouvoir crée de multiples grades dans les mêmes professions, alors que les gens y font le même travail, des auxiliaires de toutes sortes.

C'est aux travailleurs de s'unir dans la lutte et de se bagarrer pied à pied contre la politique de misère du capital. Seule la lutte est payante !

Correspondant HR
Rodez

LES LOCATAIRES DE LA CITÉ DE TRANSIT DES JONCHEROLLES NE VEULENT PLUS VIVRE DANS UN GHETTO.

Les locataires de la cité de transit des Joncherolles, à Pierrefitte, dans la Seine-Saint-Denis, appellent ceux qui les soutiennent à venir dimanche 21 mai, devant le bâtiment 3 de la cité, à 15 h 30. Ils vont, en effet, démolir le mur qui sépare la cité de transit de la cité voisine. Ce mur isole la cité du voisinage. Le plus large soutien est nécessaire pour pouvoir effectuer, avec le minimum de risques et le maximum d'efficacité, une telle action.

• Boussac

«La bête des Vosges, c'est le capitalisme»

Depuis que le plan de restructuration prévu par le PDG Boussac Jean-Claude a été connu, les réactions ne se sont pas fait attendre.

Cinq cents ouvriers de chez Boussac ont manifesté à Paris contre les fermetures d'usines et les licenciements. Les travailleurs de Boussac veulent vivre et travailler au pays. Des renforts de CRS sont parqués à Épinal et aux alentours des usines.

Du côté gouvernement, le plan de restructuration proposé par J.C. Boussac a été refusé.

D'autres voix se sont aussi manifesté. Les ex-partenaires de l'Union de la gauche ont pris position. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose en soi s'ils appellent à lutter contre les licenciements. Mais ce n'est pas le cas, hélas.

Le MRG a déclaré qu'il voulait une commission permanente qui comprendrait tous les partis politiques.

Le PCF réclame *« une table ronde réunissant toutes les parties concernées »* et une réunion du conseil régional.

Le PS, lui, aurait souhaité qu'élus et représentants des travailleurs soient associés au « Plan des Vosges ».

DEPOT DE BILAN

Pendant que ces messieurs appellent à plus de concertation, les frères Willot, dits « les Dalton » (ils sont quatre comme les célèbres gangsters), envisagent de fermer les filatures et tissages de Soultzmatt et de licencier collectivement 177 personnes. De plus, un dépôt de bilan a été fait par les « Manufactures lainières d'Alsace Berglas-Kiener » ; 560 salariés sont concernés.

Le « canard boiteux » sera liquidé, quoi qu'il en coûte en ouvriers et ouvrières, en chômage, en déportation pour trouver un autre emploi. C'est cela la logique du capitalisme.

LE FRIC

Mais Boussac joue aussi sa carte. Marcel Boussac ne veut pas la liquidation du groupe, du moins comme le propose son neveu Jean-Claude. Son image de marque de toujours en prendrait un coup.

Aussi s'apprête-t-il à vendre l'« Aurore » pour tenter de retarder la chute de *son* empire. Car, au fond, c'est le fric qui l'intéresse. Il a été un requin puissant et craint, et il entend bien le rester, aussi s'apprête-t-il à jouer serré contre le gouvernement qui veut le couler.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Le 26 mai aura lieu une journée « région morte » dans les Vosges à l'appel des syndicats. Les commerçants sont appelés à baisser leurs rideaux ce jour-là et on sonnera le tocsin dans toutes les villes. Mais cela ne suffira certainement pas à lutter contre les licenciements, à moins... que le but de cette journée ne soit pas la lutte contre les licenciements ?

• Eaton – St Nazaire

La direction veut briser la combativité et détruire les organisations syndicales

Les ouvriers de chez Eaton ont décidé, mercredi matin, de modifier leurs formes de luttes, de cesser l'occupation et d'appeler à reprendre le travail jeudi matin à 8 h (ils ont déjà fait la preuve d'une grande souplessse tactique en même temps que de leur détermination). Ils voulaient éviter le lock-out et prouver leur volonté que s'ouvent les négociations. Dans l'après-midi, ils ont manifesté devant la sous-préfecture.

Mercredi soir, la direction a dicté sa position : le travail ne pourra reprendre que vendredi et les négociations ne pourront s'ouvrir que si pendant deux semaines le travail se fait dans des conditions normales.

Et les conditions « *normales* » pour la direction, ce sont :

– Des conditions de rendement.

– Les fiches individuelles de production remplies régulièrement.

– Aucun ralentissement volontaire de la production.

– Les boites de vitesse et les pièces peuvent entrer et sortir normalement de l'usine.

– Liberté du travail en cas de grève.

– La maitrise est responsable de l'établissement des normes de production dans son secteur.

La direction veut donc que les ouvriers s'engagent à cesser les formes d'action des semaines passées (débrayages, fiches non remplies, etc.) Elle veut briser la combativité des travailleurs et détruire aussi la CFDT et la CGT actuellement très implantées dans l'usine, elle multiplie les manœuvres pour la création d'un syndicat maison.

Dans leur lutte les travailleurs de chez Eaton sont conscients de s'attaquer à un énorme morceau. Comblés par les récents cadeaux de Barre, les patrons relèvent la tête et la lutte classe contre classe ne peut que se développer.

L'intransigeance actuelle de la direction d'Eaton est certainement à rapprocher de celle de la direction d'Alsthom-Atlantique : une réduction d'horaire à 34 heures hebdomadaires ayant été annoncée pour le 1er août aux travailleurs de la Navale, la direction a dit non à toute négociation sur la compensation de la réduction du temps de travail du point de vue des salaires.

• Moutiers-au-Perche (Orne)

Les époux Gricourt doivent rester à «la Louvetterie»

Il y a quelques semaines, les époux Gricourt (50 et 55 ans), petits paysans à Moutiers-au-Perche (Orne) sur une petite ferme de 14 ha, sont prévenus par leur propriétaire qu'il les expulserait le lendemain matin dès 6 h 30 par « des hommes de main ».

Aussitôt la nouvelle connue par un camarade, une soixantaine de personnes prévenues immédiatement sont prêtes à s'interposer pour empêcher l'expulsion. Le soir même, les gendarmes viennent dire à M. et Mme Gricourt que le propriétaire ne viendra pas, car la procédure judiciaire n'avait pas encore rendu son verdict !

MAIS QUELLE EST L'HISTOIRE ?

En 1963, M. et Mme Gricourt signent un bail à Moutiers-au-Perche pour une ferme de 14 ha. En 1971, le propriétaire, M. Dubois, meurt. Le bail n'étant pas résilié par les héritiers, il est automatiquement reconduit. Mais ses nouveaux propriétaires, M. et Mme Launay, se manifestent en 1973 pour renouveler le bail *mais* avec une nouvelle clause à effet rétroactif. C'est-à-dire :

– Augmentation du loyer ;

– Dans un délai de cinq mois, divers travaux d'entretien (ajoncs dans un champ, clôtures, élagage des haies) devront être réalisés.

On peut donc se demander quelles étaient, déjà à cette époque-là, les véritables intentions des propriétaires ? En effet, le bail étant reparti jusqu'en 1981, ils ajoutent de nouvelles conditions à remplir. Ils tendent un piège aux fermiers pour se débarrasser d'eux et vendre. Ils commencent d'ailleurs déjà en amputant la ferme de deux hectares qu'ils vendent pour grossir une autre exploitation.

En mars 1975, une visite par la commission paritaire conclut :

« Nous constatons un important travail d'élagage, mais c'était en vue de notre visite » !

Depuis trois ans, les tribunaux donnent tort aux époux Gricourt.

Les propriétaires n'ont jamais rien fait pour aider à entretenir la ferme : aucun aménagement des bâtiments ni de la maison (pour aller de la cuisine à la chambre, il faut sortir dans la cour) et l'expulsion intervient après une hospitalisation de deux mois et demi de Mme Gricourt.

CRÉATION D'UN COMITÉ DE DÉFENSE

A une première réunion d'appel au soutien, une quarantaine de paysans et ouvriers de la région étaient présents. Mais, parmi nous, une poignée de gros paysans de Moutiers, dont le responsable de la FNSEA locale, était venue pour saboter la réunion. Leur premier argument était que *« les époux Gricourt sont de mauvais paysans et qu'ils ne sont pas défendables »*.

L'intention réelle de ces vautours était surtout de se renseigner sur la date d'expulsion pour s'accaparer les terres. Mais, venus pour freiner tout soutien, ce sont eux qui ont été obligés de quitter la réunion.

PIQUE-NIQUE DE SOLIDARITÉ

Le comité de défense a pu s'organiser avec pour objectif principal de maintenir les époux Gricourt non seulement jusqu' à la fin de leur bail mais jusqu'à leur retraite jusqu'à ce que des solutions soient possibles pour eux. L'objectif plus concret est de les aider aussi dans l'entretien de la ferme : rattraper le travail en retard (après l'hospitalisation cet hiver de Mme Gricourt).

Pour élargir la mobilisation et populariser l'affaire, un rassemblement « pique-nique » a été organisé sur la ferme (« La Louvetterie »). Deux-cent-cinquante personnes étaient là dans le champ d'ajoncs. Le rendez-vous était à midi pour un pique-nique, suivi d'une visite à la ferme.

Puis l'après-midi était animé par les chorales « Octobre » et « La Prolétarienne » (de la Manche) qui ont chanté les luttes ouvrières et paysannes. Suivaient les marionnettes de Wessafic, spectacle monté par les Paysans-Travailleurs de la Sarthe.

Enfin, des interventions du comité de défense, du syndicat Paysans-Travailleurs, de l'US-CFDT, des cellules locales du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) et du PCF ont témoigné du soutien aux fermiers contre cette expulsion.

Il y a eu une bonne participation des petits paysans de la région.

Le même jour se tenait une fête communale à Moutiers et nous avons su que Launay, frère du propriétaire et maire-adjoint, était relativement isolé !

Nous considérons cette mobilisation comme largement positive.

Parallèlement, le comité de défense est intervenu près du maire pour connaître sa position. Il dit *« n'être ni d'un côté, ni de l'autre »*, mais garantit qu'à l'enquête faite par la préfecture, il répondra « Non à l'expulsion... par ce que ça créera trop de remous... ».

ÉLARGIR LA LUTTE

Un rendez-vous a été aussi demandé au propriétaire qui a répondu par lettre : *« J'ai tout essayé, je n'ai plus rien à faire d'autre ... »*.

Une coordination se fait avec le comité de soutien de la famille Saintot, menacée aussi d'expulsion dans la Sarthe, et une affiche commune est faite : *« Non à l'expulsion de petits paysans – Droit au travail avant le droit à la propriété – Soutien aux familles Saintot et Gricourt »*.

Le comité de Malabri (dans la région de Flers) a également apporté son total soutien.

ORGANISATION DU COMITÉ

Depuis, une assemblée générale a eu lieu le 1er mai avec soixante personnes.

Le comité de défense a mis en place un bureau de coordination de dix membres. Il s'est organisé pour une lutte de longue durée :

– Il s'est donné des statuts ;

– Des équipes ont été mises en place pour les travaux urgents de la ferme (labours, semis de maïs).

Et il a été décidé une autre journée de mobilisation pour le dimanche 21 mai à la « Louvetterie » pour nettoyer le petit champ d'ajoncs qui donne prétexte à l'expulsion.

Rassemblement pour soutenir la famille Gricourt.

Souscrivez et faites souscrire

Nous demandons aux lecteurs, groupes de lecteurs et aux organisations de base des communistes marxistes-léninistes de France de mentionner à l'intérieur de l'enveloppe dans laquelle ils nous envoient des souscriptions la ville et le département où ils se trouvent. Cela facilitera le travail de l'administration. Ne manquez pas non plus de nous adresser de courts récits expliquant par exemple, comment vous vous y êtes pris pour réussir une souscription de masse ou par quels moyens vous comptez réaliser votre plan de souscription. Mettons l'émulation entre différentes villes et campagnes de France au service de la bataille financière et politique, dans le cadre bien entendu des possibilités inégales et différentes et en essayant de développer la souscription de masse.

Envoyez-nous sans hésiter vos suggestions et remarques.

Supplément à réabonnement	
A	150 F
B/C.H.	50 F
H/I	120 F
L/G	25 F
A/L	14 F
B/P	150 F
Q/M.	50 F
L/M.C	60 F
E/N	40 F
P/J.B	95 F
S/J.P	25 F
B/T.H.	5 F
C/M.	12 F
L/Y	180 F
B/M.N	45 F
C/M.	120 F
G/R.	25 F
F/A.M	60 F
R/M.	220 F
G/P	30 F
R/CH	10 F
L/B	20 F
G/R.	10 F
F/F	70 F
J/D	60 F
94.	119 F
C.D Catelas	5 F
Une travailleuse immigrée	200 F
Pour les 100 millions	
Des stagiaires –stages PCMLF d'éducation (avril)	688 F
Pour la bataille des 100 millions	
Meeting/Nantes	120 F
Un employé municipal	200 F
C.D Seimandi	110 F
Un enseignant soutien au quotidien.	200 F
CDAG P. Semard L/S.	160 F
C.D Politzer	68 F
Soutien hebdo (mai) M/D	60 F
Soutien à HR M/PH	15 F
C.P Commune de Paris du PCMLF	400 F
Un camarade sur son salaire	500 F
Centre-Bretagne	500 F
Suppément à réabonnement L/D	10 F
C.D Ho Chi-minh	271 F
Nouveau total au 17/5/1978.	163 624 F

ABONNEMENT

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .
Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
BP 61 75861 Paris Cedex 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D La Source

Télévision

SAMEDI 20 MAI

18 h ANTENNE 2 : CE JOUR-LA, J'EN TÉMOIGNE

Le No 6 de cette série s'intitule « Printemps 1942 ». Cette émission historique est consacrée aux principaux événements du printemps 1942 où la Résistance se renforçait contre l'occupant nazi et les collaborateurs qui avaient à leur tête Pétain. Les premiers FTP (Francs-Tireurs-Partisans) commençaient à organiser la Résistance.

20 h 30 FR 3 : RUMEUR

Ce film suisse est un film politique. Une petite ville tranquille de la Suisse, où l'industrie horlogère est traditionnellement prospère, est soudain secouée par les conséquences de la crise écnomique. Les débouchés se réduisant, les capitalistes de l'horlogerie veulent licencier une partie du personnel et fermer les ateliers. Cette crise fait éclater d'autres scandales ou affaires. Sur ce développement de la crise économique, politique et sociale dans la ville se branche une intrigue policière qui est un prétexte plutôt qu'autre chose. L'auteur a voulu faire une peinture sociale cynique et sans concession en s'appuyant sur des événements réels. Un film intéressant à voir.

DIMANCHE 21 MAI

21 h 35 FR 3 : L'HISTOIRE DE MAI.

Cette émission sur Mai-Juin 1968 concerne la période du 25 au 30 mai. Cette période est marquée par les négociations de Grenelle où les directions syndicales vont brader les revendications des travailleurs pour un plat de lentilles. C'est l'époque où le gouvernement, les directions des partis politiques et des syndicats commencent à manœuvrer en vue de la reprise du travail. Le 27, c'est la manifestation à Charléty où le slogan « Mendès-France à l'Élysée » apparait. Pendant les manœuvres et tractations, les ouvriers, paysans, étudiants, etc. poursuivent la grève. Des interviews de Geismar, Chirac, Paul Laurent, Eugène Descamps (ancien secrétaire de la CFDT), Séguy, Mitterrand, Jobert, Sauvageot (président de l'Union des étudiants de France en 1968) parsèment l'émission. A voir même si tout n'est pas du plus haut intérêt.

LUNDI 22 MAI

21 h 35 ANTENNE 2 : BRESIL : MINAS GERAIS

L'émission raconte l'histoire d'une petite ville, Ouro Preto, qui fut, au 18e siècle, la deuxième ville d'Amérique du Sud et la capitale de l'or au Brésil. L'intérêt de cette émission réside dans l'évocation de la transformation des Indiens (qui habitaient librement la région) en esclaves par les colonisateurs portugais. Cette tragique histoire des Indiens d'Amérique qui, avec les Noirs transplantés d'Afrique, ont été les victimes de l'odieux esclavage qui règna dans ce continent durant deux à trois siècles, n'est d'ailleurs pas terminée puisque les derniers Indiens sont encore massacrés en Amérique latine.

Cette émission sera rediffusée le lendemain sur la même chaine à 15 h.

MARDI 23 MAI

20 h 30 : ÉMILE ZOLA OU LA CONSCIENCE HUMAINE

Cette émission est un montage de 1 h 30 reprenant les épisodes principaux des huit heures trente d'émission diffusées ces dernières semaines.

Zola, écrivain démocrate, aspirant à une société de justice, a défendu Dreyfus, officier juif accusé de trahison. Le combat courageux de l'écrivain est au centre de cette émission. Un débat suivra, portant sur le thème des droits de l'homme. Actuel s'il en est.

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

La marée noire n'a pas suffi

Le plan Polmar détruit plus la faune et la flore de l'Océan que le pétrole de la marée noire

Il y a quelques jours, le maire-adjoint de Portsall, M. J. Legendre, a adressé une lettre ouverte au chef du PC Polmar de Ploudalmézeau. Cette lettre est une accusation contre les pouvoirs publics qui luttent plutôt contre la flore et la faune de l'Océan que contre la marée noire ; voici des extraits de cette lettre ouverte :

« Malgré toutes les promesses que vous nous avez faites durant cinquante jours, de ne jamais employer de détergents ni de dispersants en deça des fonds de 50 m, j'assiste avec atterrement, écrit-il, aux essais que vous faites dans notre port de Portsall.

« Certains probablement d'agir dans l'intérêt de quelques-uns pour tenir le pari que les plages seraient « propres » le 1er juillet 1978, vous vous apprêtez à employer des produits dont, à ce jour 4 mai 1978, on a refusé de me livrer le nom et la composition.

« Agissant sans consulter les élus locaux, mais nous en avons l'habitude, vous allez exterminer le peu de faune et de flore qui existent encore sur nos côtes de Portsall.

« D'après certains articles parus récemment tout cela est négligeable. Pas pour nous, Monsieur le chef du PC Polmar.

« Je sais que cette protestation encore une fois restera sans suite mais au moins, malgré vos explications ultérieures sans doute apaisantes, vous savez que nous sommes au courant de la vérité.

« Vous avez d'autres procédés pour débarrasser nos plages et nos rochers du crude lâché par l'Amoco-Cadiz, ne serait-ce que l'eau chaude. Peut-être cela coûte-t-il trop cher et après tout à quoi bon ménager une population, au point où elle en est ? ».

Cette lettre sans complaisance venant d'un élu, donc d'une personnalité qu'on ne peut taxer de révolutionnaire, est révélatrice de l'écœurement de la population du littoral breton à l'égard des autorités et du cynisme de celles-ci.

La Shell réclame un million à l'Union fédérale des consommateurs !

Scandaleux : la Shell, dont le pétrole contenu dans l'Amoco Cadiz souille encore les côtes bretonnes, réclame réparation à l'Union fédérale des consommateurs (UFC) pour le « préjudice » qu'elle aurait subi du fait du mot d'ordre de boycott lancé par l'UFC.

La Shell demande en effet la somme faramineuse de un million de francs (100 millions d'anciens francs) à l'UFC. Cela se passait en début de semaine au procès en appel fait par l'UFC à la suite de sa condamnation à payer 10 000 F de dédommagement à la Shell, à cause de la campagne de boycott de la compagnie. Comme chacun sait que la justice est indépendante des monopoles capitalistes (et la Shell en est un), elle a confirmé la sanction contre l'UFC qui devra payer 10 000 francs à la Shell.

36 F d'amende pour pollution !

36 F, c'est la somme dérisoire que devra payer le commandant d'un navire grec responsable de la pollution des eaux du port de Lorient à la suite d'un dégazage. Cette opération consiste à nettoyer les cales des bateaux à l'eau de mer et à rejeter celle-ci à la mer.

Le dégazage de ce navire grec avait provoqué l'apparition d'une nappe très épaisse de pétrole de 150 m 2 dans le port de Lorient.

Deux mois après la catastrophe de l'Amoco Cadiz, cette « amende » est un véritable défi lancé par les autorités françaises aux habitants de la Bretagne qui en ont plus qu'assez de voir leurs côtes polluées par des capitalistes et leurs représentants qui prennent la mer pour une poubelle. Cette amende n'est ni plus ni moins qu'une invitation à recommencer.

Deux députés du PCF élus à la Haute-Cour de justice

A plusieurs reprises, dans notre journal, nous avons montré comment le Parti communiste français s'infiltrait dans l'appareil d'État.

Un dernier exemple de cette tactique vient d'être donné par l'élection de deux députés de ce parti à la Haute Cour de justice.

Ils ont été élus par l'Assemblée nationale. Les députés du PCF, Guy Ducoloné et Hélène Constant siègeront avec vingt-quatre députés et sénateurs des autres partis. Les députés PCF ont bénéficié des votes de la droite.

La Haute Cour de justice a été créée par De Gaulle en 1958. Elle est chargée de juger le président de la République en cas de « haute trahison » ainsi que les crimes et délits des membres du gouvernement dans l'exercice de leur fonction. Jusqu'à présent, elle n'a jamais siégé.

On comprend que, en accédant à des postes aussi importants bien que peu souvent mis à contribution, la direction du PCF ne veuille pas renverser un système dans lequel, somme toute, elle s'intègre parfaitement.

Nicole Torrès relaxée

Nicole Torres, la nourrice de deux petites filles grecques, aujourd'hui adolescentes, qui avait été condamnée par le tribunal de première instance de Versailles, a été relaxée par la cour d'appel de cette ville.

Elle avait été accusée, lors de sa condamnation, de non-présentation des enfants à leur mère et de pressions sur les adolescentes pour les empêcher de voir celle-ci.

Le tribunal de première instance avait prononcé un jugement pour le moins révoltant en condamnant à un an de prison Mme Torres qui avait élevé les deux filles que lui avait confiées la mère. Immédiatement, elle avait été conduite en prison.

Aussi, devant un tel jugement, la cour d'appel de Versailles, dans un délai record, avait réexaminé le dossier de Nicole Torres et l'avait remise en liberté. C'est le 17 mai que la cour d'appel a statué sur le fond et relaxé Mme Torres après avoir écouté les deux adolescentes. Celles-ci ont affirmé avec fermeté leur désir de rester dans la famille Torres qu'elles considèrent comme leur véritable famille.

Attentat contre les locaux du Syndicat de la Magistrature

Un engin a explosé devant le local du Syndicat de la Magistrature, 4, rue Ollier à Paris dans le 15e arrondissement. Il est possible que cet attentat qui n'a fait aucune victime soit à relier à l'ouverture du procès du juge Pascal à Rennes.

Assemblée des radios libres parisiennes

La coordination parisiennes des radios libres a décidé le 17 mai la tenue d'une assemblée des responsables et animateurs des radios libres de la région parisienne le 22 mai à 19 h, 1, rue Keller à Paris.

Cette assemblée a été décidée afin de mettre au point une attitude commune sur le problème des brouillages et des poursuites judiciaires, sur l'abrogation du monopole et sur la question d'une période d'essai de deux ans pour expérimenter la liberté radio en cas d'abrogation du monopole.

L'ARGENTINE AVANT LE COUP D'ETAT DE VIDELA

Interview d'un syndicaliste argentin

Nous avons rencontré un camarade argentin, militant syndicaliste, récemment arrivé en France. A l'heure où l'on parle beaucoup de l'Argentine, son témoignage permet de bien comprendre la situation là-bas, les luttes populaires contre la dictature. Pour la prochaine édition de notre bimensuel, nous publierons les passages de cet interview portant sur les forces politiques en présence.

Q : Parmi les pays du tiers monde, l'Argentine tient une place particulière. Peux-tu nous dire quelles sont les spécificités économiques de l'Argentine ?

– R : En effet, l'Argentine est un pays sous-développé où la lutte du peuple s'inscrit dans la vaste lutte du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Mais l'Argentine présente aussi des particularités résultant d'un important développement du capitalisme. Sur 25 millions d'habitants,70 % habitent la ville et il n'y a que 1,5 million de paysans alors que notre pays est grand comme cinq fois la France. *La capitale, Buenos Aires, est une agglomération de 10 millions d'habitants.* Du fait du développement industriel, *la classe ouvrière est nombreuse,* les travailleurs sont organisés, le syndicat CGT compte six millions d'adhérents. Alors que dans la plupart des pays du tiers monde, la majorité de la population vit dans les campagnes, en Argentine c'est le contraire, la majorité des gens travaillent dans la production industrielle.

Q : Pourtant l'idée la plus répandue en France, c'est celle de l'Argentine de la pampa, c'est-à-dire celle du blé et de la viande...

– R : ... C'est vrai, parce que si l'Argentine est un pays du tiers monde industrialisé, ses exportations sont à 90 % agricoles (blé, viande, maïs, vin...), tandis que la *production industrielle est surtout destinée au marché intérieur.* C'est pourquoi les Européens ont une idée fausse de notre pays, ils croient trouver des gauchos à la descente de l'avion et ils voient, avec surprise, une ville moderne, aussi grande que Paris ! L'Argentine est un pays industriel.

Q : Dans ce cadre, quelles sont les origines du coup d'État militaire du 24 mars 1976 ?

– R : Pour comprendre le coup d'État, il faut commencer par les raisons historiques et remonter à 1930. A cette époque, l'oligarchie agricole, possédant d'énormes latifundios dans la pampa « humide », domine le pays depuis un demi-siècle. Elle a imposé un modèle lié à l'impérialisme anglais : la viande et le blé sont exportés vers l'Angleterre tandis que tous les produits manufacturés viennent de ce pays, par exemple, les chaussures, alors que l'Argentine produit du cuir... Avec la crise mondiale du capitalisme de 1930, les pays européens vont appliquer une politique protectionniste et l'oligarchie argentine aura de gros problèmes de débouchés, elle devra réduire ses importations par manque de capitaux. Ce sera alors l'essor de la *bourgeoisie nationale industrielle* qui prendra le pouvoir, avec *Peron*, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Mais la lutte entre l'oligarchie liée à l'impérialisme et la bourgeoisie industrielle continuera ; depuis 1930, cette lutte est une constante de l'Argentine. Cela donne une *grande instabilité politique* et de fréquents coups d'État. Depuis celui qui a renversé Irigoyen en 1930 à celui de 1976, en passant par celui de la bourgeoisie industrielle en 1943, qui a amené Peron à la présidence, le 24 février 1946, par celui de 1955 qui a renversé Peron, ou ceux de 1962, 1966, 1971 et 1972.

Depuis le coup d'État de Videla, la répression bat son plein.

Mais le prolétariat a de riches traditions de lutte, la première grève date de 1878. En 1919, c'était la « semaine tragique » des métallos de Buenos Aires, en 1936 la grève victorieuse des ouvriers de la construction, la mobilisation populaire du 17 octobre 1945 ou la résistance au coup d'État de 1955.

La police réprime des amateurs de football.

Entre 1945 et 1969, ces luttes étaient dirigées par des courants de la bourgeoisie nationale, mais *depuis 1969, le prolétariat est entré dans la vie politique argentine avec son propre drapeau révolutionnaire.* Ce fut le *Cordobazo.* Les ouvriers de Cordoba ont occupé la ville pendant deux jours ; ce fut une véritable insurrection, la police a été balayée, seule l'armée a pu rétablir « l'ordre ». Dans plusieurs autres villes, il y a eu des mouvements semblables, à Mendoza, Rosario' Tucuman, General Roca, Corrientes...

Depuis, le peuple, dirigé par la classe ouvrière, s'oppose d'une façon très claire à la bourgeoisie réactionnaire. Avec le Cordobazo, une nouvelle période s'est ouverte à laquelle la dictature de Videla tente aujourd'hui de mettre fin.

Voilà pour les raisons historiques du coup d'État, passons aux causes plus immédiates. Le Cordobazo a marqué l'échec de la dictature d'Ongania, représentant l'oligarchie liée aux USA. Pour la bourgeoisie, il fallait désamorcer le processus révolutionnaire. Lanusse a appelé l'unité des classes dominantes sur le thème « Faire des concessions pour éviter la révolution ». Mais le prolétariat a pris confiance dans ses forces et il a compris la nécessité de lutter de façon révolutionnaire, et même armée, pour liquider le pouvoir de l'impérialisme et de l'oligarchie.

En 1973, Peron a eu un gros succès électoral (7 millions de voix sur 11 millions de votants), mais le lendemain, le peuple était dans la rue pour exiger des changements profonds. Ici, il faut dire que, du fait du fort développement capitaliste, la bourgeoisie nationale argentine n'a pas un caractère révolutionnaire, elle peut être ralliée contre l'impérialisme, mais elle reste *réformiste* et a tendance à la conciliation avec l'impérialisme. C'est différent du cas de la Chine d'avant la Libération où, dans un pays semi-fédoal, la bourgeoisie nationale jouait un rôle révolutionnaire. C'est pourquoi les espoirs du peuple argentin envers Peron seront vite déçus et le peuple se retournera contre le gouvernement d'Isabel Peron (qui a succédé à son mari).

Lorsqu'elle tente d'imposer le plan économique du FMI, le 27 juin 1975, le peuple descend dans la rue, il y a une grève générale de 48 h, la première grève générale contre un gouvernement péroniste. Plus de 300 000 personnes se retrouvent à la Plaza de Mayo et dénoncent Lopez Rega, le ministre du Bien-être social.

En mars 1976, Isabel fait une nouvelle tentative, le peuple réagit aussitôt et demande la démission du gouvernement et des élections démocratiques. C'est l'alerte chez les militaires, d'autant plus qu'en janvier, les patrons et les latifundiaires s'étaient prononcés contre le gouvernement. Le gouvernement péroniste a été incapable de contrôler les masses et d'assurer les intérêts impérialistes-oligarchiques. Pour les militaires, il fallait assassiner le mouvement de masse, dans leur langage « mettre fin au chaos » et imposer un modèle favorable à l'oligarchie et à l'impérialisme US.

(A suivre)

«La Chine sans Mao» à TF1

Un très bon reportage pour comprendre la Chine d'aujourd'hui

C'est un excellent reportage que Jacqueline Dubois et son équipe ont réalisé en Chine et présenté ce jeudi à TF1 (deuxième partie à 21 h 55 également sur TF1 le vendredi 19).

Dans les champs, sur les chantiers, les universités, dans les conditions d'un vaste pays socialiste du tiers monde en voie de développement, nous avons pu voir un peuple mettant les bouchées doubles « *pour rattraper le temps perdu* ».

C'est de façon vivante et concrète que paysans, professeurs et élèves, artistes, nous ont montré les méfaits de l'orientation de la « *bande des Quatre* », l'élan actue (depuis l'élimination des Quatre), pour réaliser les modernisations nécessaires entravées par leur politique, les succès déjà remportés en vingt huit ans de socialisme, qui ont déjà transformé le visage de la Chine et montré la supériorité de son système.

Nous avons pu mieux comprendre la profondeur de la lutte dont la chute des Quatre fut un point crucial, à travers les témoignages d'intellectuels notamment qui ont pu affirmer : « *Nous avons retrouvé notre dignité* », à travers le but réaffirmé, le communisme, la société sans classe, ce qui inclut l'élévation du niveau de vie, du bien-être matériel et culturel du peuple. Les successeurs de Mao n'ont « *nullement abandonné son idéologie* »! ni les acquis de la Révolution culturelle, comme par exemple la participation des élèves, professeurs et plus généralement intellectuels à la production.

La confiance dans l'avenir, la volonté de s'ouvrir sur les peuples du monde et leur expérience étaient d'autres aspects présents tout au long du reportage. Comme le disait un étudiant : « *En répondant à vos questions, je voudrais bien faire connaître la vie chez nous mais en même temps je voudrais bien connaître celle des jeunes de chez vous* ».

Les questions de Jacqueline Dubois étaient celles que se posent ici bien des gens. Elles n'ont certes pas tout éclairci, mais en tout cas, elles ont permis de remettre bien des choses en place !

Intervention franco-belge au Zaire

(Suite de la page 1)

Cette opération occidentale a été décidée et préparée au cours d'une réunion qui s'est tenue en Allemagne de l'Ouest. Y participaient des représentants de la France, de la Belgique, des USA, de la Grande-Bretagne.

D'après les gouvernements participant à l'opération, cette intervention a été effectuée à la demande du gouvernement zairois et a un caractère purement défensif.

Une première chose à voir dans les opérations militaires dont le Zaire est l'objet est, qu'à l'origine il y a les ex-gendarmes katangais anciens mercenaires de l'impérialisme occidental et qui actuellement agissent pour le compte de l'URSS par qui ils sont entraînés. L'opération de ces mercenaires est totalement coupée du peuple zaïrois bien qu'ils puissent utiliser le mécontentement indéniable de celui-ci à l'égard du régime de Mobutu. La guerre d'agression que mène en sous-main l'URSS en poussant les mercenaires katangais n'a rien d'une guerre populaire ou de libération nationale !

L'agresseur au Zaire est l'impérialisme russe appuyé par les Cubains stationnés en Angola. Après l'échec de l'an dernier, les impérialistes russes n'ont pas renoncé à leurs visées dans cette région de l'Afrique, visées qui menaçait directement l'indépendance du Zaire.

En ce qui concerne l'intervention française et occidentale, il faut la replacer dans ce cadre et celui des rivalité inter-impérialistes. Tout en s'opposant à l'agression soviéto-cubaine qui menace l'intégrité territoriale du Zaire, elle vise aussi, bien entendu, sous le prétexte de sauvetage des ressortissants occidentaux à la sauvegarde d'intérêts néo-colonialistes dans cette région. Mais n'oublions pas que la responsabilité première de cette interaction incombe à l'agression perpétrée par l l'URSS. Cette situation doit cesser. L'Afrique doit être aux Africains.

• URSS

Orlov condamné à 7 ans de camp de travail

De nombreuses protestations s'élèvent contre ce procès

Le physicien soviétique Youri Orlov, poursuivi par les tribunaux russes pour avoir « *systématiquement fait de l'agitation et de la propagande antisoviétique dans la période 1973-1977* » a été condamné par le tribunal principal de Moscou à la peine maximale, soit sept ans de « *camp à régime sévère* » assortie de cinq ans d'assignation à résidence.

Ce procès est particulièrement cynique quand on sait que Youri Orlov est l'un des fondateurs et le président du « *Groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki en URSS.* » L'URSS avait été à l'origine de ces accords qui comme,on le voit,ne sont finalement pour les dirigeants de ce pays qu'un moyen de propagande qu'ils n'appliquent pas chez eux bien au contraire.

La presse soviétique s'est déchaînée contre Orlov au cours de ce procès. Le quotidien « *Moscou-Soir* » traite Orlov de « *calomniateur et de provocateur qui vivait depuis quatre ans des largesses de ses maîtres étrangers* ».

L'agence Tass elle, accuse les gouvernements occidentaux qui ont protesté contre le procès du physicien de mépriser les accords d'Helsinki.

Les dirigeants soviétiques, on le voit, font preuve d'un cynisme difficilement dépassable accusant les autres de leurs propres méfaits. Mais cela est une habitude des réactionnaires.

La femme et le fils d'Orlov ont pu assister au procès mais il leur a été interdit de prendre des notes. Ils ont été fouillés entièrement à la sortie du tribunal.

NOMBREUSES PROTESTATIONS

L'avocat anglais d'Orlov, maître Mac Donald, estime que le dissident soviétique pourrait être expulsé d'URSS dans les trois mois. Après avoir organisé un contre-procès à la suite du refus des autorités soviétiques de la laisser plaider à Moscou il a précisé qu'il attendait les instructions de la femme d'Orlov pour faire appel au jugement.

Des dissidents soviétiques ont déclaré à Moscou, après le procès, qu'il constituait un acte de justice sommaire contre la liberté de pensée et de parole « *dont l'importance dépasse les frontières de l'URSS* ». Les dissidents ont dénoncé le caractère sommaire de l'enquête. Officiellement ouvert au public, le procès s'est déroulé en fait à huis clos. Seule l'épouse et les deux fils du physicien ont été admis au procès. Ils ont dénoncé le caractère humiliant des fouilles auxquelles ils ont été soumis et ont protesté contre le fait que l'accusé n'avait pas pu complètement présenter sa défense. (L'accusé n'a pu choisir son avocat, le tribunal a refusé d'entendre les témoins ou la défense).

Les dissidents ont manifesté à Moscou durant le procès. Dans le monde cette condamnation a suscité beaucoup d'émotion. L'« Humanité », dans un éditorial, condamne vendredi le verdict du procès. « *A l'évidence*, écrit Andrieu , *ce jugement sanctionne, et de manière intolérable, un délit d'opinion. La liberté d'opinion dans un pays socialiste doit être un droit inaliénable et la contestation, si elle s'exerce contre le socialisme lui-même doit être combattue par l'action politique et non par des moyens administratifs. Il y va de l'avenir du socialisme dans le monde* ». L'éditorial indique que ce procès confirme l'inquiétude du PCF concernant la démocratie en URSS. La situation est telle en URSS que le journal du PCF doit critiquer sévèrement les dirigeants soviétiques. Pour nous, nous disons qu'en URSS la démocratie n'existe que pour une poignée de nouveaux riches, de nouveaux bourgeois qui font régner leur dictature sur le peuple et que l'URSS n'a plus rien de socialiste.

D'AUTRES PROCES

D'autres procès et arrestations se poursuivent actuellement en URSS.

Sakharov, l'académicien, a été arrêté avec sa femme puis relâché durant le procès d'Orlov. Un écrivain, Zviad Gamsakhourdia et un musicologue Merab Kostava, tous deux Géorgiens et membres du Comité géorgien pour l'application des accords d'Helsinski passent actuellement en procès à Tbilissi, capitale de la République de Géorgie. Ils sont accusés de « *crimes de droit commun* ». Ce crime consiste dans la défense des droits de l'homme en URSS.

Un animateur du Syndicat libre, Valentin Poplavski, a été condamné à un an de camp de travail. Il est, depuis l'arrestation des fondateurs du syndicat, son porte-parole.

COBA-COBA-COBA-COBA-COBA-COBA-COBA-COBA-COBA

Une réunion de la coordination lycéenne des COBAS parisiens aura lieu

LUNDI 22 MAI A 18 h
au 14, rue de Nanteuil – Paris 75015

La présence d'un délégué de chaque COBA est vivement souhaitée

Table ronde
« LA LUTTE DES PEUPLES DU TIERS MONDE »

Organisée par le comité des résidents du Centre international d'étudiants-Cimade à Massy

avec interventions de représentants d'Asie (Timor Oriental, kampuchea (Cambodge) d'Amérique latine et d'Afrique (Zaïre, Éthiopie Tunisie, Iran, etc.)

20 mai 1978 de 14 h à 19 h
à la grande salle du Centre international d'étudiants-Cimade Massy

CARTE ORANGE : PLUS 20 % : Le prix de la carte orange utilisable sur les transports parisiens augmentera de près de 20 % au 1er juillet. Pour une carte couvrant deux zones le prix mensuel passera de 48 F à 57 F. Pour trois zones, le prix passera de 72 à 86 F. Le prix des cartes valables pour un nombre supérieur de zone n'est pas encore arrêté. Le prix du ticket de métro passera à la même date à 1,2 F en seconde classe.

« LA MEILLEURE AIDE POUR L'ARGENTINE C'EST D'Y ALLER » POUR LA DIRECTION DU PCF : Guy Hermier, dirigeant du PCF a donné jeudi une conférence de presse au sujet de la position de son parti sur la Coupe du monde et la participation de la France. Pour Hermier, le boycott « *n'est pas la voie d'une solidarité efficace* ». Il prétend que les forces argentines qui luttent pour la liberté et la démocratie « *souhaitent la venue des spectateurs touristes et journalistes dans leur pays pour voir et témoigner* ». Or, ceux qui iront en Argentine, ne verront que ce que la junte veut bien leur laisser voir, car rien n'est laissé au hasard de ce point de vue par les militaires argentins.

D'autre part, ceux qui assisteront à la Coupe du monde contribueront à son succès qui rejaillira principalement sur les militaires argentins. Cette Coupe, et Hermier n'en parle pas, se tiendra grâce à un accroissement de la misère du peuple.

LA MANIFESTATION POUR LE BOYCOTT INTERDITE : Prévue le 23 mai à la veille du départ de l'Équipe de France de football pour l'Argentine, la manifestation pour le boycott de la Coupe du monde de football a été interdite par le gouvernement. Le COBA, à la suite de cette interdiction, appelle « *Toutes les organisations politiques et syndicales, tous les mouvements et toutes les personnalités démocratiques pour que cette manifestation soit autorisée et soit la plus massive possible* ».

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978